

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	1
<b>Section I L'objet du droit international privé</b> . . . . .	1
§ 1 Les relations privées internationales	2
§ 2 L'articulation avec les autres branches du droit	3
<b>Section II La compétence normative pour adopter des règles de droit international privé</b> . . . . .	5
§ 1 La compétence normative des États	5
§ 2 La compétence normative de l'Union européenne en droit international privé	6
A La compétence normative interne	6
B La compétence normative externe	8
<b>Section III Le juge et les sources du droit international privé</b> . . . . .	9
§ 1 Les conventions internationales	10
§ 2 Le droit de l'Union européenne	11
§ 3 Le droit national	12
§ 4 La doctrine	13
<b>Section IV Les oppositions méthodologiques du droit international privé</b> . . . . .	14
§ 1 Conflit de juridictions et conflit de lois	14
§ 2 Territorialité et personnalité	15
§ 3 Impérativité et autonomie de la volonté	15
§ 4 Continuité des situations juridiques et non-discrimination	16
§ 5 Identité des droits et respect de l'altérité	17

**La compétence internationale du juge****LA DÉTERMINATION DU JUGE INTERNATIONALEMENT COMPÉTENT**

## CHAPITRE 1

**Les règles de compétence internationale directe** 21Section I **La compétence internationale directe dans le droit international privé de source nationale** . . . . . 23§ 1 **Les règles ordinaires de compétence** 23

A La détermination de la compétence 23

B Le régime de la compétence 25

§ 2 **Les règles extraordinaires de compétence** 26

A Les conditions d'application des articles 14 et 15 du Code civil 27

B L'application des articles 14 et 15 du Code civil 28

Section II **La compétence internationale directe en droit de l'Union européenne . . .** 30§ 1 **La compétence en matière civile et commerciale** 30

A Le champ d'application du Règlement (CE) n° 44/2001 33

B For principal et compétences alternatives 37

C Les compétences exclusives 43

§ 2 **La compétence en matière familiale** 49

A La désunion 49

B La responsabilité parentale 50

C Les obligations alimentaires 51

## CHAPITRE 2

**L'aménagement de la compétence internationale directe** 53Section I **L'accord d'élection de for** . . . . . 53§ 1 **Les accords d'élection de for en droit national** 54

A La licéité 54

B La validité 55

§ 2 **Les accords d'élection de for en droit de l'Union européenne** 56

A La liberté ménagée en matière civile et commerciale 56

B La liberté encadrée pour des raisons de protection 58

§ 3 **La protection de l'efficacité de l'accord d'élection de for** 60

A La clause et le fond du droit 60

B La clause et la procédure 60

Section II **La concentration du litige devant un for unique** . . . . . 63§ 1 **Les mécanismes classiques de concentration du litige** 63

A L'exception de litispendance 64

B Les compétences dérivées 65

§ 2 **Les mécanismes nouveaux de concentration des litiges** 67

A Le renvoi à une juridiction mieux placée 67

B Le for dirigeant 68

TITRE 2  
**L'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE PAR LE JUGE**

CHAPITRE 1

<b>L'engagement de l'instance et la procédure</b>	<b>69</b>
Section I <b>L'accès au juge</b> .....	71
§ 1 <b>L'accès individuel</b>	71
A Les conditions de l'action en justice soumises à la loi du for	71
B Les conditions de l'action en justice soumises à la loi du fond	73
C L'influence du droit européen	73
§ 2 <b>L'accès collectif</b>	74
A L'action collective transfrontières des associations	74
B Les <i>Class actions</i>	76
Section II <b>Le pouvoir de juger</b> .....	78
§ 1 <b>Étendue de l'immunité de juridiction</b>	78
A Les personnes protégées par l'immunité	79
B Les actes couverts par l'immunité	79
§ 2 <b>Le régime de l'immunité de juridiction</b>	80
A L'invocation de l'immunité	81
B La renonciation à l'immunité	81
Section III <b>La preuve des faits et des actes juridiques</b> .....	82
§ 1 <b>L'objet et la charge de la preuve</b>	82
A L'objet de la preuve	82
B La charge de la preuve	83
§ 2 <b>L'administration de la preuve</b>	83
A Admissibilité	83
B Force probante	84

CHAPITRE 2

<b>Les mesures provisoires ou conservatoires et l'obtention des preuves</b>	<b>85</b>
Section I <b>Les mesures provisoires ou conservatoires</b> .....	87
§ 1 <b>La compétence pour les mesures provisoires et conservatoires</b>	87
A Le droit commun français	88
B Le droit de l'Union européenne	89
§ 2 <b>Les conditions d'octroi des mesures provisoires et conservatoires</b>	91
Section II <b>L'obtention des preuves à l'étranger</b> .....	91
§ 1 <b>L'obtention des preuves selon le Règlement (CE) n° 1206/2001</b>	92
A L'entraide judiciaire décentralisée : l'exécution des mesures d'instruction par le juge de l'État requis	92
B L'entraide judiciaire intégrée : l'exécution directe des mesures d'instruction par le juge de l'État d'origine	93
C Les mécanismes extérieurs au Règlement	94

§ 2	L'obtention des preuves dans la Convention de La Haye	95
A	L'entraide judiciaire centralisée	95
B	L'intervention des autorités de l'État d'origine	96
C	Les mécanismes extérieurs à la Convention	97

### CHAPITRE 3

## **La notification internationale des actes judiciaires** 99

### Section I **La notification internationale selon le Règlement (CE) n° 1393/2007** . . . . 102

§ 1	Le champ d'application du règlement	102
§ 2	Les voies de la notification internationale	103
A	La transmission directe de l'acte	103
B	Les autres voies conduisant à la notification	104
§ 3	Le contrôle du respect effectif des droits de la défense	105
A	Le sursis à statuer du juge de l'État d'origine	105
B	La non-reconnaissance par le juge de l'État d'accueil	106

### Section II **La notification internationale selon la Convention de La Haye** . . . . . 107

§ 1	Les différentes voies conduisant à la notification	107
A	La transmission semi-directe via les autorités de l'État requis	107
B	Les autres voies conduisant à la notification	108
§ 2	La mise en œuvre de la transmission	108
A	La limitation des cas de refus de notifier	108
B	La date de la notification ou de la signification	109
C	Le sursis à statuer du juge de l'État d'origine	109

### Section III **La notification internationale selon le Code de procédure civile** . . . . . 110

§ 1	La notification internationale d'actes à l'étranger	111
A	Le caractère subsidiaire de la remise à parquet	111
B	La mise en œuvre de la transmission	111
§ 2	La notification internationale d'actes en France	113

## PARTIE II

# **La loi applicable**

## TITRE 1

### **LE PLURALISME DES MÉTHODES**

### CHAPITRE 1

## **La méthode de règlement du conflit de lois** 117

### Section I **La méthode bilatérale** . . . . . 118

§ 1	L'affirmation de la méthode bilatérale	118
A	La présentation de la méthode bilatérale	118
B	Applications de la méthode bilatérale	122
§ 2	L'infléchissement de la méthode bilatérale	123
A	Les critiques doctrinales	123
B	Les règles de conflit à coloration matérielle	124

Section II	<b>La méthode unilatérale</b>	126
§ 1	<b>L'unilatéralisme en doctrine</b>	126
A	Présentation	126
B	Critiques adressées à l'unilatéralisme	127
§ 2	<b>L'unilatéralisme en droit positif</b>	127
A	Les règles de conflit véritablement unilatérales	128
B	Les règles d'applicabilité du droit matériel de l'Union européenne	128
CHAPITRE 2		
	<b>La concurrence des méthodes</b>	131
Section I	<b>L'éviction de la méthode du conflit de lois</b>	131
§ 1	<b>La méthode des lois de police</b>	131
A	L'identification des lois de police	132
B	L'application des lois de police	134
§ 2	<b>La méthode des règles matérielles</b>	136
A	La diversité des sources	137
B	Le mode d'application directe	138
Section II	<b>L'absorption de la méthode du conflit de lois</b>	138
§ 1	<b>La compétence des autorités et le conflit de lois</b>	140
A	Le conflit d'autorités	140
B	La coopération des autorités administratives	142
§ 2	<b>La reconnaissance des situations juridiques et le conflit de lois</b>	143
A	La référence à la loi de l'État d'origine	143
B	L'indifférence de la règle de conflit du for	145
CHAPITRE 3		
	<b>Les principales règles de conflit</b>	147
Section I	<b>Le statut personnel</b>	148
§ 1	<b>La personne</b>	148
A	Le nom et l'état civil	148
B	La jouissance des droits et les mesures de protection	149
§ 2	<b>L'union et la désunion</b>	151
A	L'union	151
B	La désunion	154
§ 3	<b>La filiation</b>	155
A	La filiation par le sang	155
B	La filiation adoptive	157
Section II	<b>Le statut réel</b>	159
§ 1	<b>Les biens corporels</b>	159
A	La désignation de la <i>lex rei sitae</i>	159
B	Le domaine de la <i>lex rei sitae</i>	160
C	Les aspects propres aux biens meubles	160
§ 2	<b>Les biens incorporels</b>	160
A	Les droits de propriété intellectuelle	160
B	Les créances	161

§ 3	<b>Le patrimoine</b>	162
A	Les procédures collectives	163
B	Les régimes matrimoniaux	164
C	Les successions	166
Section III	<b>Les rapports d'obligation</b> . . . . .	167
§ 1	<b>Les obligations contractuelles</b>	168
A	Le rattachement de principe	168
B	Les règles spéciales	170
§ 2	<b>Les obligations non contractuelles</b>	171
A	Les obligations non contractuelles relevant d'une convention de La Haye	172
B	Les obligations non contractuelles relevant du Règlement Rome II	173
C	Les obligations non contractuelles relevant du droit international privé des États de l'Union	177

TITRE 2

**LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÈGLE DE CONFLIT BILATÉRALE**

CHAPITRE 1

**Le déclenchement de la règle de conflit de lois** 179

Section I **L'existence d'un conflit de lois.** . . . . . 179

§ 1 **La révélation du conflit de lois** 180

- A La révélation par les parties 180
- B La découverte par le juge 181

§ 2 **La réalité du conflit de lois : l'équivalence** 184

- A La théorie de l'équivalence 184
- B Les applications jurisprudentielles de l'équivalence 185

Section II **La sélection de la règle de conflit** . . . . . 187

§ 1 **La qualification de la question de droit** 188

- A Les charges des parties et l'office du juge 188
- B L'objet de la qualification 188
- C La qualification selon la loi du for 189

§ 2 **Le classement dans une catégorie de rattachement** 192

- A Le conflit de catégories 192
- B L'extension des catégories du for 193
- C La qualification en sous-ordre 194

CHAPITRE 2

**L'interprétation de la règle de conflit** 195

Section I **La règle de conflit du for et la règle de conflit étrangère : le renvoi . . .** 196

§ 1 **La théorie du renvoi** 197

- A L'opportunité du renvoi 197
- B Les fondements du renvoi 198

§ 2 **La mise en œuvre du renvoi en droit positif** 199

- A Admission du renvoi 199
- B Le refus du renvoi 201

Section II	<b>La règle de conflit et les questions préalables</b> . . . . .	203
§ 1	L'analyse doctrinale	203
§ 2	Les réponses du droit positif	204
Section III	<b>La règle de conflit et le temps</b> . . . . .	205
§ 1	<b>Le conflit transitoire de droit international privé</b>	205
A	Le conflit transitoire de droit international privé du for	205
B	Le conflit transitoire de droit international privé étranger	207
§ 2	<b>Le conflit mobile</b>	208
A	Conditions de réalisation du conflit mobile	208
B	Problèmes soulevés par le conflit mobile	209
C	Solutions apportées au conflit mobile	210
 CHAPITRE 3		
	<b>L'application ou l'éviction du droit désigné par la règle de conflit de lois</b>	213
Section I	<b>L'application des règles de droit étranger</b> . . . . .	214
§ 1	<b>Preuve du contenu du droit étranger</b>	214
A	La charge de la preuve	214
B	Les modes de preuve	217
C	Les conséquences du défaut de preuve	218
§ 2	<b>Le contrôle de l'application de la règle de droit étranger</b>	219
A	L'interprétation de la règle de droit étranger par les juges du fond	219
B	Le contrôle de la dénaturation de la règle de droit étranger par la Cour de cassation	220
Section II	<b>L'éviction de la règle de droit étranger</b> . . . . .	221
§ 1	<b>L'intervention de l'ordre public international</b>	221
A	L'ordre public d'éviction	221
B	L'ordre public de rattachement	226
§ 2	<b>La fraude à la loi</b>	227
A	Les voies de la fraude à la loi	228
B	La sanction de la fraude aux règles de droit du for	228
C	La fraude aux règles de droit étranger	229

# La circulation internationale des jugements et des actes étrangers

## L'EFFICACITÉ INTERNATIONALE DES JUGEMENTS ÉTRANGERS

## CHAPITRE 1

### **Le jugement étranger : qualité et effet** 233

#### Section I **La qualité de jugement étranger** 234

- § 1 **Un acte juridictionnel** 234
  - A Les destinataires de la décision 234
  - B La nature de la décision 234
- § 2 **Un acte émanant d'une souveraineté étrangère** 235
  - A La souveraineté étatique 235
  - B L'extranéité 236
- § 3 **Un acte tranchant un litige de droit privé** 236
  - A L'exclusion des litiges de droit public 236
  - B L'analyse de l'objet de la décision 237

#### Section II **Les effets du jugement étranger** 238

- § 1 **Les effets du jugement selon la loi de l'État d'origine** 238
  - A Les effets du jugement en droit français 238
  - B La prise en considération du droit étranger 238
- § 2 **Les effets internationaux du jugement étranger** 239
  - A Effets indépendants du contrôle de la régularité internationale 239
  - B Effets subordonnés à la régularité internationale du jugement étranger 241

## CHAPITRE 2

### **Les procédés de réception du jugement étranger** 245

#### Section I **Les jugements originaires d'un État tiers** 246

- § 1 **La reconnaissance de plein droit** 246
- § 2 **Les actions relatives à l'efficacité internationale** 247
  - A Le contrôle de la régularité hors de toute préoccupation d'exécution 247
  - B L'instance en *exequatur* 249
  - C La procédure 249

#### Section II **Les jugements originaires d'un État membre de l'Union** 252

- § 1 **La reconnaissance de plein droit** 253
- § 2 **La phase sur requête** 254
  - A Le contrôle formel 254
  - B La procédure 255
  - C L'issue de l'action 256
- § 3 **La phase contradictoire** 257

CHAPITRE 3

**Les conditions de régularité et de pleine efficacité  
du jugement étranger**

259

Section I	<b>Les motifs de refus de reconnaissance ou d'<i>exequatur</i> des jugements originaires d'un État tiers . . . . .</b>	260
§ 1	La compétence indirecte du juge étranger	261
§ 2	La contrariété du jugement étranger à l'ordre public	263
§ 3	La fraude	264
§ 4	L'inconciliabilité avec un autre jugement	265
Section II	<b>Les motifs de refus de reconnaissance ou d'<i>exequatur</i> des jugements originaires d'un État membre de l'Union. . . . .</b>	266
§ 1	La méconnaissance des règles de compétence exclusive	266
§ 2	La contrariété du jugement étranger à l'ordre public	267
§ 3	Le défaut de notification effective, en temps utiles, de l'acte introductif d'instance	268
§ 4	L'inconciliabilité avec un autre jugement	269

TITRE 2

**LA MISE À EXÉCUTION DES JUGEMENTS  
ET DES ACTES ÉTRANGERS**

CHAPITRE 1

**L'exécution forcée des jugements étrangers**

271

Section I	<b>Les procédures nationales d'exécution forcée des jugements en Europe . . . . .</b>	273
§ 1	<b>Les aspects procéduraux de l'exécution forcée</b>	273
A	Le droit à l'exécution forcée	273
B	La compétence en matière d'exécution forcée	275
C	L'anéantissement du jugement étranger revêtu de l' <i>exequatur</i>	276
§ 2	<b>Les aspects substantiels de l'exécution forcée</b>	277
A	L'existence et les modalités de l'obligation	277
B	Le paiement de l'obligation	278
§ 3	<b>Les mesures d'exécution forcée</b>	279
A	La saisie attribution	279
B	La saisie appréhension	280
Section II	<b>Les procédures européennes d'exécution. . . . .</b>	281
§ 1	La procédure européenne d'injonction de payer	281
§ 2	La procédure européenne de règlement des petits litiges	282

**La circulation des actes étrangers** 283Section I **L'exécution des actes authentiques et des transactions homologuées.** 285

§ 1 Les actes concernés 285

§ 2 La procédure d'*exequatur* 286Section II **Le titre exécutoire européen** ..... 287

§ 1 Le domaine : les créances réputées incontestées 287

§ 2 L'inversion du contentieux 288

A Autorité d'origine et autorité d'exécution 288

B Créancier et débiteur 289

§ 3 Les garanties procédurales 289

Section III **La reconnaissance et l'exécution des actes en droit de la famille** .... 290**Bibliographie générale** 293**Index général** 295**Index des arrêts** 301**Table des encadrés** 302